

... dans toutes les parties de guerre; il ne faut pas pour la première fois demander de plus en plus de sacrifices à nos braves soldats, et trop méconnaître les armées pour leur offrir des troupes prussiennes en face de nos camps.

Les Prussiens sont les seules parties de notre territoire envahies qui se prêtent à une guerre meurtrière de tirailleurs. On n'a jamais, pour cette guerre, ni de puissantes dispositions de la Prusse envers la Grande-Bretagne; de là cependant à une descente, il y a très-loin.

Dans le cercle même de la reine Victoria, où les influences et l'élément allemand prédominent, on a fort commenté cet incident et on s'est montré fort irrité de ce ballon d'essai lancé par ordre, sans aucun doute. Une lettre du prince royal de Prusse, adressée à quelques membres de la famille royale anglaise, et où perçait la hauteur et l'insolence du vainqueur à travers quelques phrases amicales est venue mettre le comble aux alarmes et à la colère.

Par suite de cette lettre, la Prusse a perdu en Angleterre le principal appui qu'elle ne possédait, c'est-à-dire l'entourage de la Reine et la souveraine elle-même.

Or, d'après la disposition des esprits ici il est certain que si la France était représentée à Londres d'une manière suffisante, et surtout qu'au lieu de la dictature Gambetta il y eût à Bordeaux un gouvernement sérieux et respectable, on pourrait négocier, et pour ainsi dire sans efforts, une alliance d'abord et une coalition européenne ensuite, et ce à des conditions très-avantageuses pour la France.

Malheureusement, l'obstacle dont je parle est presque insurmontable, du moins quant à présent.

J'ai tout lieu de croire qu'on va tenter, si ce n'est déjà fait, des efforts suprêmes pour obvier à ce manque de représentation politique en France, et si l'on parvient à créer un gouvernement qui offre à l'Europe des garanties sérieuses, on arrivera à une coalition qui mettra définitivement le *quos ego* à la politique envahissante de M. de Bismarck.

C'est dans ce sens que doivent se diriger toutes les influences de ceux qui aiment la France et qui ont son avenir à cœur.

La semaine prochaine, doivent avoir lieu à Londres, plusieurs meetings monstres, inspirés par l'esprit dont je viens de vous entretenir. Déjà tous les journaux conservateurs d'ici entreprennent une vigoureuse campagne dans le sens que je viens d'indiquer. Arriveront-ils à un résultat?

Je l'espère, car c'est le salut de la France.

Votre correspondant du Luxembourg a dû vous parler de l'intention de la Prusse d'exiger du gouvernement de Luxembourg une indemnité pécuniaire pour le tort qu'il lui a occasionné en laissant violer la neutralité de son territoire par les troupes françaises. Il va sans dire que les Luxembourgeois protestent énergiquement contre ce projet.

On lit dans la Liberté : Nous avons reçu hier la visite de deux parisiens MM. Robert et Delort, partis de la

capitale mercredi dernier, 7 décembre, à une heure du matin, par le ballon le *Popinot* tombés à la Ferté-Bernard (Sarthe).

MM. Robert et Delort étaient accompagnés dans le voyage par un matelot de la marine française, élève aéronaute de M. Godard, directeur de l'entreprise des ballons parisiens.

Ces voyageurs ont été commissionnés par M. Rampont, ancien député de l'Yonne, chargé de la direction des postes à Paris. Ils apportaient de nombreuses dépêches qu'ils ont remises à M. Steenackers, ainsi que trois pigeons.

Ils nous ont donné des nouvelles très-rassurantes de l'esprit de la capitale, et ne tarissent pas en détails des plus intéressants sur l'attitude énergique et constamment éveillée des assiégés.

Depuis leur départ, aucun événement militaire d'importance ne s'est produit sous les murs de Paris; mais ce n'est pas à dire pour cela que l'active surveillance des forts se ralentisse un moment et que leurs feux cessent. Le jour et la nuit les obus et les boulets fendent l'air et vont porter au loin la mort ou le désordre dans les rangs ennemis.

On ne peut se faire, en province, une idée de l'état d'instruction militaire auquel sont parvenus les gardes nationaux mobilisés. C'est à présent une armée très-sérieuse, valant les meilleures troupes, et que l'ennemi doit redouter.

Quant on songe, en effet, que tous ces citoyens sont exercés chaque jour, depuis trois mois, qu'ils appartiennent pour la plupart aux classes aisées, ou sont recrutés dans les rangs des ouvriers des faubourgs, en général très-intelligents et très-alertes, on ne peut s'étonner d'une semblable transformation.

MM. Robert et Delort nous ont confirmé l'état satisfaisant des approvisionnements de vivres.

On y trouve encore des œufs et du poisson en grande quantité.

Il y a 4,000 vaches laitières, réservées pour la nourriture des malades des hôpitaux et des ambulances, et qu'on aura toujours le temps de tuer pour l'alimentation publique.

Les nécessités, les personnes gênées, trouvent de grands soulagements dans la charité publique. Toute personne, en justifiant seulement son identité, a droit à des rations déterminées.

MM. Robert et Delort partent ce matin, à 7 heures, pour Clermont-Ferrand, où ils attendent 20,000 lettres, qu'ils ont pris l'engagement de faire entrer dans Paris.

On entend tous les jours, dans les rues de Strasbourg, des ouvriers, accostés par des soldats prussiens qui leur demandent un renseignement, répondre mauvais français et en détournant la tête : « Je ne comprends pas. »

Qu'un Prussien se présente dans un café ou dans une brasserie, immédiatement on fait le vide autour de lui. Il y a même des propriétaires de cafés très-frequents qui ont fermé leurs établissements plutôt que d'y recevoir des soldats allemands.

Le soir, quelquefois, les promeneurs attardés qui, pour rentrer à leur logis suivent les interminables quais de Strasbourg, entendent le bruit sourd d'un corps pesant qui tombe dans l'eau. C'est un Prussien qui de courageux ouvriers viennent d'y précipiter. Encore un qui ne reverra plus l'Allemagne!

Voilà comment résistent à la domination prussienne les femmes, les enfants, les vieillards de l'Alsace. Quant aux jeunes gens, il n'y en a plus. Ils sont à l'armée de la Loire ou dans les rangs des volontaires de Garibaldi. D'autres occupent les sommets des Vosges d'où ils harcèlent l'ennemi, surprennent ses convois, tuent ses éclaireurs, le plorant amèrement l'impardonnable faute qui a été commise en livrant ces passages impénétrables des Vosges, d'où, avec nos garibaldiens, ils auraient pu faire à l'ennemi un mal irréparable et lui couper finalement le chemin de la retraite.

Les maires de l'Alsace, malgré les menaces des cavaliers prussiens qui parcourent le pays dans tous les sens, se mettent eux-mêmes à la tête des bandes de jeunes gens pour les conduire, soit dans les Vosges, soit à la frontière suisse.

La légion alsacienne, en formation à Lyon, est forte de 4,000 hommes et se complète tous les jours par de nouvelles recrues.

Ah! le vaillant député républicain, Babel, avait bien raison de s'écrier en plein Reichstag de Berlin : « L'Alsace repose l'annexion, l'Alsace est et veut rester française. »

Où! l'Alsace veut rester française. Où! elle demande la guerre contre l'invasisseur la guerre sans trêve et sans merci.

Peu après la guerre de 1866, le 8 août de cette année, M. Drouyn de Lhuys avait proposé à l'empereur Napoléon, dans une note qui a été trouvée aux Tuileries, un plan dont l'adoption aurait pu mettre obstacle à la guerre actuelle; il avait du moins pour but de prévenir les collisions entre l'Allemagne et la France. Voici ce que projetait M. Drouyn de Lhuys :

« Ce qu'il faut à la France, c'est une protection sur ses frontières; car il lui sera plus aisé d'entretenir avec ses voisins les relations cordiales qu'elle s'attache à conserver. Le meilleur moyen d'assurer ce résultat ne consisterait-il pas dans l'interposition d'un Etat neutre qui, comprenant les pays allemands situés sur la rive gauche du Rhin, supprimerait à la fois tout contact et toute cause de rivalité entre la France et la Prusse? »

La formation d'un tel état, en reculant un voisinage facilement redoutable, permettrait à la France de renoncer aux revendications territoriales et de rester dans une ligne de conduite plus conforme aux principes comme aux inclinations de son gouvernement. L'Europe verrait avec satisfaction les occasions d'un conflit entre deux grands peuples définitivement éloignées, grâce à un établissement conçu dans l'esprit même qui a présidé à l'organisation de la Suisse moderne et de la Belgique.

Le nouvel Etat trouverait dans l'homogénéité des populations de la Prusse, de la Hesse et de la Bavière rhénane, dans l'unité du territoire, dans le nombre et la richesse des habitants, d'excellentes conditions de vitalité; tandis que la neutralité perpétuelle, garantie par les puissances limitrophes, le mettrait à l'abri de tout danger extérieur.

On entend tous les jours, dans les rues de Strasbourg, des ouvriers, accostés par des soldats prussiens qui leur demandent un renseignement, répondre mauvais français et en détournant la tête : « Je ne comprends pas. »

Qu'un Prussien se présente dans un café ou dans une brasserie, immédiatement on fait le vide autour de lui. Il y a même des propriétaires de cafés très-frequents qui ont fermé leurs établissements plutôt que d'y recevoir des soldats allemands.

Le soir, quelquefois, les promeneurs attardés qui, pour rentrer à leur logis suivent les interminables quais de Strasbourg, entendent le bruit sourd d'un corps pesant qui tombe dans l'eau. C'est un Prussien qui de courageux ouvriers viennent d'y précipiter. Encore un qui ne reverra plus l'Allemagne!

Voilà comment résistent à la domination prussienne les femmes, les enfants, les vieillards de l'Alsace. Quant aux jeunes gens, il n'y en a plus. Ils sont à l'armée de la Loire ou dans les rangs des volontaires de Garibaldi. D'autres occupent les sommets des Vosges d'où ils harcèlent l'ennemi, surprennent ses convois, tuent ses éclaireurs, le plorant amèrement l'impardonnable faute qui a été commise en livrant ces passages impénétrables des Vosges, d'où, avec nos garibaldiens, ils auraient pu faire à l'ennemi un mal irréparable et lui couper finalement le chemin de la retraite.

Les maires de l'Alsace, malgré les menaces des cavaliers prussiens qui parcourent le pays dans tous les sens, se mettent eux-mêmes à la tête des bandes de jeunes gens pour les conduire, soit dans les Vosges, soit à la frontière suisse.

La légion alsacienne, en formation à Lyon, est forte de 4,000 hommes et se complète tous les jours par de nouvelles recrues.

Ah! le vaillant député républicain, Babel, avait bien raison de s'écrier en plein Reichstag de Berlin : « L'Alsace repose l'annexion, l'Alsace est et veut rester française. »

Où! l'Alsace veut rester française. Où! elle demande la guerre contre l'invasisseur la guerre sans trêve et sans merci.

Peu après la guerre de 1866, le 8 août de cette année, M. Drouyn de Lhuys avait proposé à l'empereur Napoléon, dans une note qui a été trouvée aux Tuileries, un plan dont l'adoption aurait pu mettre obstacle à la guerre actuelle; il avait du moins pour but de prévenir les collisions entre l'Allemagne et la France. Voici ce que projetait M. Drouyn de Lhuys :

« Ce qu'il faut à la France, c'est une protection sur ses frontières; car il lui sera plus aisé d'entretenir avec ses voisins les relations cordiales qu'elle s'attache à conserver. Le meilleur moyen d'assurer ce résultat ne consisterait-il pas dans l'interposition d'un Etat neutre qui, comprenant les pays allemands situés sur la rive gauche du Rhin, supprimerait à la fois tout contact et toute cause de rivalité entre la France et la Prusse? »

La formation d'un tel état, en reculant un voisinage facilement redoutable, permettrait à la France de renoncer aux revendications territoriales et de rester dans une ligne de conduite plus conforme aux principes comme aux inclinations de son gouvernement. L'Europe verrait avec satisfaction les occasions d'un conflit entre deux grands peuples définitivement éloignées, grâce à un établissement conçu dans l'esprit même qui a présidé à l'organisation de la Suisse moderne et de la Belgique.

Le nouvel Etat trouverait dans l'homogénéité des populations de la Prusse, de la Hesse et de la Bavière rhénane, dans l'unité du territoire, dans le nombre et la richesse des habitants, d'excellentes conditions de vitalité; tandis que la neutralité perpétuelle, garantie par les puissances limitrophes, le mettrait à l'abri de tout danger extérieur.

journaliste qui joue, trois fois par semaine, un tour audacieux au commandant allemand, major allemand lui a donné. Ce commandant ne sait absolument que sa langue. Le journal de la petite ville s'imprime dans les deux langues, allemande et française. Le commandant qui est chargé de tous les soins, n'a pas oublié celui qu'il a été nommé censeur de la presse publique. Il a fait apporter tous les matins le premier numéro du journal local. Il n'y a rien d'allemand, la trouve orthodoxe et se rendort en fumant sa grande pipe de porcelaine.

Il ne sait pas que la partie française n'est pas toujours conforme à la partie allemande.

Ainsi on lisait l'autre jour : (Colonne allemande.) Les 29 et 30 novembre derniers ont été deux jours très-glorieux pour la garnison de Paris. Les Prussiens ont été abominablement battus par les Saxons et les Wurtembergiens. Les Prussiens ont été battus par les Saxons et les Wurtembergiens. Les Prussiens ont été battus par les Saxons et les Wurtembergiens.

On comprend le succès qu'obtient ce procédé parmi les lecteurs de la petite ville et de environs. Le chiffre des abonnés a triplé. Le commandant attribue peut-être ce succès à la rédaction germanisée du journal.

Il y a quelques jours, un officier de gendarmerie, accompagné de quelques uhlans, est venu à l'improvise faire une perquisition dans le bureau de poste d'Altkirk et dans l'appartement particulier du receveur. Il s'est retiré emportant la caisse, le timbre-poste, les registres et en disant au fonctionnaire français que son emploi n'était plus. Depuis, le service postal est suspendu ici et dans les villages environnants.

Le conseil de révision, chargé de statuer sur les réclamations des gardes nationaux mobilisés, renvoyés devant ledit conseil par les commissions majors, et avec l'autorisation des chefs de légion pour cause unique d'infirmités, se réunira à la Préfecture du Nord, le lundi 26 pour les 1^{re}, 2^e, 3^e, mardi 27 pour les 4^e, 5^e et 6^e, jeudi 29 pour les 7^e, 8^e et 9^e légions, à 9 heures précises.

Le conseil de révision, composé d'un délégué de M. le préfet, président, d'un capitaine de la garde nationale mobilisée, d'un capitaine de l'armée, se réunira à la Préfecture, chaque des jours et à l'heure indiqués ci-dessus. Un médecin militaire, désigné par M. le préfet, assistera le conseil de révision.

Les jeunes gens de l'arrondissement de Lille qui se seraient trouvés dans l'impossibilité de paraître devant le conseil de révision lors des séances qui ont eu lieu à Lille, depuis le 12 décembre, jusqu'au 21, et qui auraient également des infirmités à faire valoir, pourront se présenter le 26 à 8 heures 1/2 du matin, à la condition d'être porteurs d'un certificat du maire de leur commune constatant les motifs qui les ont empêchés de se rendre à la première convocation.

Lille, le 22 décembre 1870.

La préfecture du Nord a communiqué aux journaux de Lille l'avis suivant : J'ai l'honneur de vous faire parvenir les renseignements que j'ai recueillis auprès de M. X..., médecin-major de première classe, rentrant aujourd'hui à Metz, sur la situation malheureuse de ces malades qui se trouvent encore dans cette place.

M. X... a été invité, ainsi que ses confrères, à quitter Metz au plus tôt. Les Français malades ou blessés, au nombre de 2,000 environ, devront évacuer la ville d'ici au premier janvier ou plus tard, quelle que soit la gravité de leurs blessures ou de leur maladie.

En attendant cette exécution, on a commencé par les faire sortir des hôpitaux où ils recevaient tous les soins qu'ils comportaient leur état, pour les placer dans des casernes de cavalerie, sans qu'au préalable ces locaux aient été appropriés pour la circonstance. Il s'ensuit que beaucoup d'hommes, dont la guérison était prochaine, ne sont plus aussi bien traités, et leur état inspire des inquiétudes qu'on n'avait pas alors qu'ils étaient dans des hôpitaux qui ne laissent rien à désirer sur les médicaments ni sur l'hygiène.

REVUE DE LA PRESSE RUSSE

Le *Courier russe* publie au sujet de la politique prussienne une lettre d'un citoyen beige, dont voici la conclusion.

« Qui ose nier que c'est au profit exclusif de la Prusse et de l'ambition de son premier ministre que s'est faite l'unification de l'Allemagne, ce thème attrayant brodé avec art mais coloré avec le sang des peuples frères. »

De tout temps, Machiavel a été le guide des hommes d'Etat prussiens, et l'histoire est là pour prouver que le seul mobile des guerres entreprises par la Prusse a été l'esprit de conquêtes. Si l'on eût autrement elle serait encore le marquisat de Brandebourg.

Qu'un peuple éclairé comme le peuple allemand n'aperçoive pas que c'est pour la seule ambition de la Prusse qu'il verse le plus pur de son sang, est vraiment incompréhensible. — Assurément le talent de M. de Bismarck est bien grand, puisqu'il est parvenu à faire vibrer dans le cœur de ce peuple qui ne demandait que le repos, des cordes inconcues. — Défense du foyer, unification de l'Allemagne etc. etc., véritable glu dans laquelle des hommes capables de diriger leurs propres destinées ne se seraient pas laissés emporter!

Saurait-on se faire encore illusion sur la bonne foi de ce bonhomme qui aurait eu l'humanité d'accorder un armistice aux Parisiens, mais sans le ravitaillerment? On peut se parer du masque de toutes les vertus, mais le moment arrive cependant où le masque est arraché d'autant plus violemment qu'il a été habilement employé à cacher des projets désordonnés.

C'est pas admis, en Russie mieux qu'ailleurs, qu'un peuple qui a le sentiment de sa dignité sait ce qu'il a le droit de lui à été imposé par la force.

L'Alsace veut rester française

L'Alsace donne en ce moment un grand, un magnifique spectacle. Elle prouve, par ses actes de tous les jours, de tous les instants, qu'elle est et veut rester française.

C'est en vain que la Prusse l'accable de contributions de guerre, la remplit de ses soldats et de ses gendarmes. C'est en vain aussi que certains fonctionnaires donnent le signal des lâchetés et des débauches criminelles.

Le peuple, dans les villes comme dans les campagnes, abhorre les Prussiens, les repousse comme des pestiférés et leur prépare pour l'heure des revers, de nouvelles Vêpres siciliennes!

Comme il arrive toujours dans les grandes infortunes publiques, les femmes donnent l'exemple de la résistance et des protestations. Elles laissent là les toilettes élégantes pour porter des habits de deuil! On en cite qui ont juré de ne pas sortir de leurs appartements tant que les Prussiens souilleront Strasbourg de leur présence. Et elles tiendront leur serment.

La promenade du Broglie, jadis si animée et si bruyante, est aujourd'hui morte et déserte, fréquentée seulement par les soldats prussiens.

La musique prussienne s'y fait entendre tous les jours sans attirer personne. C'est qu'on n'a pas oublié encore l'épouvantable concert des bombes et des obus, et que chacun médite la vengeance prochaine.

Vous entendez le pavé résonner lourdement. C'est un détachement de soldats prussiens qui passe; aussitôt accourt de la rueille voisine une nuée de gamins qui se moquent des turlupines et font retentir à leurs oreilles les grands accents de la *Marseillaise*. Ils sont victimes quelquefois de leur audace, ces pauvres enfants; l'on a vu, plus d'une fois, des officiers, irrités, les fouler aux pieds de leurs chevaux, et les achever à coups de talons de bottes. N'importe! ils ne se découragent pas et se hâtent de recommencer le lendemain leurs railleries.

Quant aux hommes, ils ont renoncé à leur patois alsacien pour ne parler plus que le

Chronique locale & départementale

Le préfet du Nord donne avis qu'un conseil de révision, chargé de statuer sur les réclamations des gardes nationaux mobilisés, renvoyés devant ledit conseil par les commissions majors, et avec l'autorisation des chefs de légion pour cause unique d'infirmités, se réunira à la Préfecture du Nord, le lundi 26 pour les 1^{re}, 2^e, 3^e, mardi 27 pour les 4^e, 5^e et 6^e, jeudi 29 pour les 7^e, 8^e et 9^e légions, à 9 heures précises.

Le conseil de révision, composé d'un délégué de M. le préfet, président, d'un capitaine de la garde nationale mobilisée, d'un capitaine de l'armée, se réunira à la Préfecture, chaque des jours et à l'heure indiqués ci-dessus. Un médecin militaire, désigné par M. le préfet, assistera le conseil de révision.

Les jeunes gens de l'arrondissement de Lille qui se seraient trouvés dans l'impossibilité de paraître devant le conseil de révision lors des séances qui ont eu lieu à Lille, depuis le 12 décembre, jusqu'au 21, et qui auraient également des infirmités à faire valoir, pourront se présenter le 26 à 8 heures 1/2 du matin, à la condition d'être porteurs d'un certificat du maire de leur commune constatant les motifs qui les ont empêchés de se rendre à la première convocation.

Lille, le 22 décembre 1870.

La préfecture du Nord a communiqué aux journaux de Lille l'avis suivant : J'ai l'honneur de vous faire parvenir les renseignements que j'ai recueillis auprès de M. X..., médecin-major de première classe, rentrant aujourd'hui à Metz, sur la situation malheureuse de ces malades qui se trouvent encore dans cette place.

M. X... a été invité, ainsi que ses confrères, à quitter Metz au plus tôt. Les Français malades ou blessés, au nombre de 2,000 environ, devront évacuer la ville d'ici au premier janvier ou plus tard, quelle que soit la gravité de leurs blessures ou de leur maladie.

En attendant cette exécution, on a commencé par les faire sortir des hôpitaux où ils recevaient tous les soins qu'ils comportaient leur état, pour les placer dans des casernes de cavalerie, sans qu'au préalable ces locaux aient été appropriés pour la circonstance. Il s'ensuit que beaucoup d'hommes, dont la guérison était prochaine, ne sont plus aussi bien traités, et leur état inspire des inquiétudes qu'on n'avait pas alors qu'ils étaient dans des hôpitaux qui ne laissent rien à désirer sur les médicaments ni sur l'hygiène.

Les Allemands se sont empressés d'envoyer les hôpitaux vides, et y placer leurs blessés et leurs malades.